

## XV. DERNIER ACTE DE LA COLONISATION OFFICIELLE : LE PLAN DE CONSTANTINE, UNE COUTEUSE ET TRAGIQUE DUPERIE

**L**ES perspectives décennales de développement économique de l'Algérie établies en 1954 donnaient aux activités agricoles 31 % de la valeur de la production ; aux activités non agricoles 27,4 % ; aux activités tertiaires, 39,4 %... L'examen des statistiques de 1957 nous apprend que la production animale était évaluée à 56 milliards de francs ; la production céréalière à 48 milliards (contre 65 en 1956) ; la production viticole, très élevée cette année-là, à 100 milliards (au lieu de 70 en 1956) ; la production maraîchère à 20 milliards ; la production fruitière à 25 milliards ; celle des cultures industrielles à un peu plus de 4 milliards de francs.

*Le revenu global de l'agriculture algérienne s'établissait ainsi à 256 milliards de francs, ce qui représentait à peu près le douzième du revenu global agricole de la Métropole.*

Or près de la moitié de la production rurale était consommée sur place et, en cette même année 1957, 133 milliards de francs de produits furent exportés vers la France (sur 172 milliards d'exportations totales).

L'agriculture offrait donc les principales sources d'échanges de l'Algérie avec l'extérieur : dans la proportion des trois-quarts...

Sur les 133 milliards d'exportations de 1957, les vins à eux seuls représentaient 83 milliards : plus de la moitié de la valeur des exportations totales. Puis venaient les agrumes et autres fruits (18 milliards) ; les primeurs (8 milliards) ; enfin, les céréales (près de 6 milliards).

Dans l'autre sens, les importations de produits agricoles ou d'origine agricole provenaient pour la plupart de la Métropole et s'élevaient à près de 70 milliards avec : les sucres pour 17 milliards ; les laits pour 8 milliards ; les conserves

pour 5 milliards ; les boissons alcooliques pour plus de 5 milliards ; les bois pour 6 milliards.

Ainsi la valeur des exportations d'origine agricole dépassait de 36 millions celle des importations alors que la balance commerciale des autres produits était déficitaire pour l'Algérie de près de 250 milliards.

Ce déséquilibre caractéristique d'un pays en plein essor, imposait, dit-on, l'idée d'un développement industriel répondant à une double préoccupation : accroître l'emploi (donc le niveau de vie) et tendre à l'équilibre de la balance commerciale.

Tels furent les deux premiers objectifs du *Plan de Constantine*.

Si l'agriculture contribuait largement à réduire le déficit commercial de l'Algérie, ses rendements ne demeuraient pas moins insuffisants dans les perspectives de la démographie. Et nous savons bien pourquoi... Il convenait dès lors, parallèlement à l'industrialisation, d'essayer de moderniser l'agriculture et d'élever son niveau de production chez les fellahs, en milieu traditionnel. Ce fut le troisième objectif du Plan de Constantine qui se proposait de *relever le revenu brut de l'agriculture algérienne de 30 % en cinq ans (!)* « par une action très poussée sur le secteur traditionnel » !

Dans leur désir de promouvoir l'agriculture, les techniciens du Plan — outre l'accroissement des rendements des cultures du secteur traditionnel musulman —, comptaient sur le développement de certaines « cultures d'un rendement social élevé, complémentaires des productions métropolitaines et européennes » ; et sur la multiplication des moyens d'irrigation, ce qui eût permis, estimaient-ils, de « modifier la vocation agricole de certaines régions en faveur des cultures « riches ».

Les magiciens de la Technocratie aboutissaient à des prévisions de cet ordre : la production du riz passait de 4 000 à 14 000 tonnes ; celle de légumes secs de 500 000 à 1 250 000 quintaux ; la valeur des productions maraîchères s'accroîtrait de 16 à 30 milliards ; 50 000 hectares nouveaux de cultures fruitières étaient à envisager, sans parler des plantations en cours de 35 000 hectares d'oliviers ; (la culture de la betterave

sucrière, dont la teneur en sucre est beaucoup plus élevée en Algérie que dans la Métropole, était susceptible d'un certain développement mais elle était conditionnée par l'implantation préalable de sucreries) ; on pensait cultiver 13 000 hectares de coton, grâce à l'extension des zones irrigables et produire 200 000 quintaux de fibres de haute qualité. Enfin, la reconstitution et le développement du troupeau ovin, notamment, et le développement de l'aviculture apparaissaient comme une nécessité vitale en raison des besoins en viande constamment accrus des populations locales.

— *Tout cela était manifestement d'un optimisme excessif et nous ne l'avons pas caché, à l'époque, nous dit un agronome et exploitant rapatrié d'Algérie. Et vous comprendrez que les intentions du Plan de Constantine, si louables fussent-elles, laissaient fort sceptiques beaucoup de chefs de file de l'Economie algérienne.*

Il n'apparut pas moins à toutes les populations — la propagande aidant —, et singulièrement à la population européenne, que le Plan de Constantine contenait vraiment en germe un nouveau mode d'expansion économique et sociale, un moyen de « relance » momentanée de la colonisation. Cela s'ajoutant au flot des investissements industriels que le Plan provoquait, l'immense majorité des Européens en conclut que la France était plus fermement que jamais déterminée à maintenir ses positions au Sud de la Méditerranée —, comme le répétaient toutes les déclarations officielles.

Le raisonnement était d'autant plus cohérent que, sur le terrain militaire, le développement du Plan Challe aboutissait, annonçait-on officiellement, à l'écrasement de la minorité en rébellion. Une notabilité du monde économique d'Alger nous dit, de son côté : — *D'entre ceux qui pensaient qu'en raison de la crue démographique (dans dix ans, l'Algérie sera peuplée de deux tiers de « moins de 20 ans » ayant évolué au contact de la révolution), les Européens ne pourraient se maintenir en Afrique du Nord —, les plus pessimistes voyaient dans le Plan de Constantine le sursis de dix ou quinze ans qui permettrait le « dégagement » dans la dignité, avant la réinstallation intelligemment préparée en Europe...*

Tout allait se passer soudain comme si le plan de Constantine n'était qu'un écran destiné à masquer pendant quelques mois une opération de brutale décolonisation décidée en secret depuis longtemps par un Pouvoir aussi ignorant que les précédents des traits de force de la psychologie maghrébine.

De cette manœuvre voulue par un pays jusqu'alors tenu pour la plus douée des puissances colonisatrices de l'Occident, l'historien retiendra à coup sûr que le plan de Constantine aura été une énorme et coûteuse duperie. Une duperie tragique aussi : elle contribua à enfler la crue de l'exode, à accroître le nombre des ruines matérielles, à grossir le faix des souffrances morales et physiques, à épaissir les traces sanglantes qui firent cortège ou jalonnent encore les itinéraires de l'inhumaine *diaspora* imposée aux prétendus « vacanciers précoces » de l'été 62.

On a peine à croire que la France ait voulu cela : que le plan de Constantine, dernier acte de la colonisation officielle française en Afrique du Nord fût un leurre, et le plus déshonorant qui se pût concevoir dans l'esprit des Musulmans, si attachés aux marques de dignité, si sensibles, pendant des siècles, au prestige de la Nation française...